

PROGRAMME ASIE

FRANCE - CHINE : RIVAUX OU PARTENAIRES DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ SUR LE CONTINENT AFRICAIN ?

PAR EMMANUEL DUPUY

PRÉSIDENT DE L'INSTITUT PROSPECTIVE ET SÉCURITÉ EN EUROPE (IPSE)

AVRIL 2019

ASIA FOCUS #110

Quelques jours avant la récente visite d'État du président chinois, Xi Jinping, en France, la Chine se réjouissait publiquement de la nomination du diplomate chinois Huang Xia comme Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs.

Il s'agit d'une première dans la haute hiérarchie onusienne : aucun chinois n'ayant exercé de telles responsabilités auparavant, malgré la présence de la Chine (République de Chine puis République populaire de Chine, à partir de 1949) au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, depuis sa première séance en 1946. Il s'agit aussi et surtout d'une nomination somme toute logique, eu égard à l'implication grandissante de Pékin au niveau du maintien de la paix et de la résolution des conflits, dont la plupart des opérations se déroulent, hélas, sur le continent africain.

Fort de cette réalité nouvelle, en tenant pleinement compte de la logique des coopérations - investissements « gagnants-gagnants », mis en exergue par le projet des nouvelles « Routes de la Soie » (*Belt & Road Initiative* - BRI, initiée en novembre 2013) la France et la Chine devraient logiquement en profiter pour dialoguer davantage dans le domaine de la défense et de la sécurité et ce, à l'aune des défis communs en jeu sur le continent africain.

En effet, avec le règlement de 10,25% des quelque 6 milliards d'euros (6,8 milliards de dollars) de budget onusien consacré aux opérations de maintien de la paix, la Chine, bien que n'étant encore que le 11^e pays contributeur de Casques bleus, devrait dépasser dans les prochaines années les États-Unis, qui assurent encore 28,50% du budget du Département des opérations de maintien de la paix (DPKO) dont la direction est traditionnellement assurée par un ambassadeur français (Jean-Pierre Lacroix, depuis février 2017).

Du reste, la présence militaire chinoise est déjà solidement ancrée parmi les quatorze opérations de maintien de la paix onusienne, notamment sur le continent africain (RCA, RDC, Soudan du Sud, Mali). Pékin, comme d'autres pays contributeurs de Casques bleus, y déploie ses ingénieurs et médecins militaires, ses pilotes d'hélicoptères MI-171, ses forces spéciales, ses troupes d'infanterie de marine...

Stratégie solidement ancrée sur le continent africain, depuis la fin des années 1990. C'est, en effet, en 1998 qu'un Livre blanc rédigé par le Conseil des affaires de l'État (équivalent de notre SGDSN) préconisait de « dupliquer » la présence militaire chinoise sous mandat onusien, tout en cherchant à pénétrer les marchés d'armement et de formation militaires des états ciblés.

Parmi ceux-ci, l'Égypte, l'Angola, l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Soudan et la RCA, où, encore récemment, la société d'armement étatique *Poly Technologies* a cherché à profiter de la « brèche » née de la levée ponctuelle de l'embargo sur les armes en RCA, en proposant - début 2018 - dans la foulée de la livraison d'armes russes, en décembre 2017 et janvier 2018, ses propres véhicules blindés, grenades et fusils automatiques AK47 de fabrication chinoise. Un veto français, américain et britannique bloqua cette « généreuse » offre, qui venait compléter l'annulation anticipée de la dette centrafricaine contractée auprès de la Chine, soit 15 milliards d'euros.

Pour autant, les récentes révélations quant aux ambitions des entreprises de services de sécurité et de défense (ESSD) chinoises pourrait consister un « cheval de Troie » de l'influence chinoise. C'est le cas notamment de la société *Frontier Services Group* - FSG - propriété pour 25% de son capital de la CITIC Bank de Hong Kong - mais ouvertement liée financièrement avec la société militaire privée américaine d'Erik Prince (ex-*Blackwater* devenu *Academi*).

Se rajoute, bien évidemment, à ce panorama des outils d'influence politico-militaires chinois, la base que Pékin a ouverte à Djibouti, sur le port de Doraleh, en mai 2017.

Bien qu'il n'y ait que 250 soldats chinois qui y soient stationnés en permanence depuis, l'on estime qu'ils pourraient avoisiner les 10 000 en 2026. Rien d'étonnant dans un pays où la Chine aurait investi plus de 12 milliards d'euros dans les infrastructures - notamment portuaires et dans le secteur de l'hôtellerie - et où les banques chinoises détiennent pour l'équivalent de 80% du PIB du pays.

Symboliquement, d'ailleurs, alors que la présence militaire étrangère (Chine, Japon, Émirats arabes unis, Arabie Saoudite, Turquie, États-Unis, Italie, Espagne, Russie, Iran) ne cesse de se renforcer à Djibouti, dans la Corne de l'Afrique, en mer Rouge, dans le golfe d'Aden - pour assurer la liberté de circulation de la 4^e route maritime mondiale avec ses 30 000 navires qui traversent le Détroit de Bab al-Mandab et qui transportent près de 35% des flux pétroliers mondiaux, dont 75% de ceux consommés en Europe (près de 5 millions de barils par jour), notre présence militaire à Djibouti ne dépasse guère plus les 1500 hommes en permanence (1900 en alternance).

La France déploie pourtant toujours sur le continent africain, 80% des 10 000 hommes que nos forces armées sont en capacité de projeter à travers notre participation à plusieurs opérations extérieures, dont les 4500 hommes engagés - depuis août 2014 - dans le cadre de l'opération *Barkhane* dans la bande sahélo-saharienne (et auparavant *Serval*, à partir de janvier 2013, au Mali). À cela, s'ajoutaient les 2000 hommes engagés - entre décembre 2013 et octobre 2016, en République centrafricaine, à travers l'opération *Sangaris*, désormais réduite à son plus simple appareil.

Par ailleurs, 350 militaires français stationnent encore au Gabon et sensiblement autant à Dakar, tandis que les Forces françaises en Côte d'Ivoire, qui ont pris le relai de l'opération *Licorne* en janvier 2015, s'arriment à Abidjan, dans le même dispositif capacitaire « résilient » aux crises, dans une dynamique de déploiement rapide et de partenariats régionaux, dans le cadre des écoles nationales à vocation régionales (ENVR) que la France a décidé de créer dans une approche régionale de formation, d'entraînement, d'équipement des forces armées africaines.

Au-delà de cette présence conjoncturelle structurelle et terrestre pour lutter contre le terrorisme, de la Mauritanie au Tchad, la France est également « activement » présente militairement dans le golfe de Guinée.

La France, à travers son opération de surveillance maritime *Corymbe*, assure, en effet, la sécurité des trafics maritimes, grâce à son BPC, son hélicoptère Alouette III, son patrouilleur de haute mer (PHM) et son avion-patrouilleur maritime (Falcon 50). Il en va de même avec la participation de quelque 200 marins français dans le cadre des deux opérations navales *EunavFor - Atalanta*, au large des côtes somaliennes pour lutter contre la piraterie maritime et *EunavFor - Sophia*, au large des côtes libyennes, créée en 2015 afin de juguler les filières criminelles de migrations.

On le comprend donc, la présence géographique militaire française et chinoise est loin d'être conflictuelle, elle peut même être complémentaire, voire répondre aux mêmes objectifs stratégiques. Il en fut ainsi question lors de la rencontre entre les Premiers ministres français et chinois, Édouard Philippe et Li Keqiang en juillet dernier.

La Chine a depuis confirmé son engagement à soutenir concrètement la montée en puissance du G5-Sahel, en promettant d'octroyer 40 millions d'euros (45 millions de dollars) à la Force conjointe en cours de composition entre les forces armées de Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad. Pékin, d'ailleurs, ne s'est pas contenté de contribuer - aux côtés des promesses d'aides financières et capacitaires saoudiennes, émiriennes, japonaises, qataries, britanniques et de l'engagement financier de l'UE (100 millions d'euros) et des États-Unis (99 millions d'euros - 111 millions de dollars) - aux 413 millions d'euros nécessaires à la « génération de force » de la Force conjointe du G5-Sahel, engagée depuis juillet 2017.

C'est ce qu'avait tenu à rappeler le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, à l'occasion de sa dernière tournée africaine qui l'avait amené - en janvier dernier - en Gambie, Éthiopie, Sénégal et au Burkina Faso.

Pékin a aussi décidé de donner 1,5 million de dollars pour le fonctionnement du Secrétariat permanent du G5-Sahel, sis en Mauritanie, mais dont la présidence est assurée

pour l'année 2019 par le Burkina Faso. Ce dernier pays est d'ailleurs stratégique et symbolique pour la Chine, car c'est l'un des derniers à ne plus reconnaître la République de Chine (Taiwan) au profit de la République populaire de Chine.

Cette « stratégie » de financement des infrastructures institutionnelles sous-régionales et panafricaine est un formidable outil de « soft influence » parfaitement rodé pour Pékin. On se rappelle, à cet effet, de la polémique née du financement d'une partie du Siège de l'Union africaine, à Addis-Abeba, et notamment le parc informatique fourni généreusement par la Chine !

L'on connaissait depuis 2001, la tenue annuelle des Forums sur la coopération sino-africaine (FOCAC), au cours desquels Pékin se montre particulièrement généreuse avec les États africains invités. Ce sont ainsi près de 60 milliards d'euros qui ont été promis par Pékin. La tenue du 1^{er} forum sino-africain en matière de sécurité, en juillet 2018, à Pékin, est aussi venue confirmer l'ancrage chinois dans le domaine de la coopération militaire avec les 54 États africains.

Il en est résulté des dizaines de partenariats bilatéraux. Bien que le budget militaire de la Chine soit relativement modeste (110 milliards d'euros ou 123 milliards de dollars) eu égard à sa population et en comparaison avec le nôtre (36 milliards d'euros en 2019 pour atteindre les 50 milliards d'euros annoncés dans la Loi de programmation militaire 2019-2022, en 2025), les ventes d'armement chinois vers l'Afrique auraient ainsi augmenté de 55% depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel président chinois, en 2013.

Le rapport diligenté par la Commission européenne indiquait, le 13 mars dernier, que la Chine était à la fois un « rival systémique » tout en demeurant, un « partenaire stratégique » à l'aune de son formidable potentiel économique (13 000 milliards d'euros de PIB) représentant plus de 30% de la croissance mondiale. Rien n'est plus vrai sur le continent africain ; sachons, dès lors, l'appréhender au mieux et dès à présent.

Le Sommet France - Chine - Afrique, annoncé avec emphase en 2015 à Dakar, n'ayant jamais eu lieu, la perspective de la mise en place d'investissements en marché tiers, optimisant le potentiel et les capacités de chacun reste une opportunité à saisir. C'est

particulièrement attendu, du reste, dans le partage de fardeau et l'approche globale et collective pour faire face à la menace terroriste, au narcotrafic, à la piraterie maritime et autres maux « interconnectés » entre eux, qui obèrent *in fine* le développement des États africains et qui prennent en otage, les États européens et asiatiques ; bref, tous ceux qui ont intérêt à leur développement.

Dans cette optique, la France et la Chine devraient savoir trouver quelques convergences... ■

ASIA FOCUS #110

**FRANCE - CHINE : RIVAUX OU PARTENAIRES DANS LE
DOMAINE DE LA SÉCURITÉ SUR LE CONTINENT AFRICAIN ?**

PAR EMMANUEL DUPUY / PRÉSIDENT DE L'INSTITUT PROSPECTIVE ET SÉCURITÉ EN
EUROPE (IPSE)

AVRIL 2019

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.
courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org